

Le bateau ivre !

Salaires

Suite à la pétition intersyndicale demandant le maintien des emplois et le rattrapage du pouvoir d'achat, les organisations syndicales ont remis les 1700 signatures à la direction d'Atos le 8 mars 2004.

Nous avons demandé des augmentations générales pour tous...

Refus de la direction, qui a répondu que les négociations ont eu lieu au sein de chacune des entités. De plus la direction, par principe, est opposée aux augmentations générales pour tous !

Pour nous le dossier n'est pas clos. Les organisations syndicales proposeront des actions avec les salariés dans les semaines qui viennent.

A suivre...

Non aux statuts d'intermittents de l'informatique.

Syntec essaye d'instaurer un nouveau type de contrat de travail dit : 'contrat de chantier' qui permettrait aux entreprises d'employer des informaticiens pendant la durée d'un projet et de les mettre au chômage, sans autre forme, à la fin de la mission.

Si un tel projet voyait le jour, c'est la précarité, la flexibilité à outrance, sans aucune maîtrise sur notre avenir.

Pour dire non au contrat de chantier signez la pétition sur Internet :

<http://membres.lycos.fr/nonasyntec/>

Inscrivez-vous à notre liste de diffusion

cgts@free.fr

Courant janvier, tous les salariés devaient être informés de leurs nouvelles affectations. Certains l'ont été, d'autres pas. Dans cette période transitoire, beaucoup de salariés ont du mal à se situer.

La caricature reste le département Applications (TMA). Il devrait se retrouver à terme au sein d'Atos Origin Intégration. C'est connu depuis longtemps, par contre ce qui l'est moins, ce sont les conditions de ce transfert. Il est vrai que dans ce département la communication n'a jamais été la panacée.

Dans certains services, un effort de communication a été fait. Les salariés ont été informés, qui d'un changement de hiérarchie, qui d'un déménagement, qui d'une nouvelle orientation, qui de nouvelles incertitudes. A Applications, rien, même pas les bonbons de consolation ! Auraient-ils été oubliés ? Les bonbons, « *symbole* » de l'intégration, ont un goût amer pour ces personnels, alors « intégration » ou « désintégration » ?

Soyons honnêtes, de la communication via mail il y en a. Un jour un courriel annonce qu'il faut mettre à jour les CV toutes affaires cessantes, le lendemain il faut les refaire, etc...

Mais sur ce qui préoccupe les salariés, silence radio. Des réunions devaient se tenir, avant même leurs annonces officielles elles ont été déprogrammées. Comme toujours en pareil cas, les rumeurs vont bon train.

Par bruits de couloir et radio moquette, ils apprennent un jour leur déménagement à Suresnes, le lendemain c'est la Défense. Autour de la machine à café, ils apprennent que leurs CV sont envoyés tous azimuts, voire dans certains cas au bout du monde, sans aucune concertation ou même une simple information préalable.

Cela fait des mois, voire des années que nous demandons que se mette en place un réel projet pour ce département. Rien n'a été fait en dehors de la poudre de perlinpimpin. Aujourd'hui, l'impression est que la seule politique mise en œuvre est la politique du 'sauve qui peut'. Mais en pratiquant de la sorte, en dispersant les compétences, on détruit le savoir faire et on rend tout redressement plus qu'aléatoire.

Les salariés de la TMA ont l'impression que le seul objectif pour certains responsables est uniquement de sauvegarder leurs places au soleil et de choisir la couleur de la moquette de leur futur bureau...

Il y a urgence. Un état des lieux est nécessaire pour savoir réellement où en est la TMA. Il est grand temps d'impulser un nouveau souffle dans ce département, avec de réelles perspectives d'emplois pour l'ensemble des salariés, et enfin une vraie communication, digne de ce nom.